

LA PAUSE ACTU
JURIDIQUE



Cessions de titres

Quelles options pour déclarer
et optimiser votre imposition ?



Vous envisagez de vendre vos parts ou actions ?

Les **plus-values** réalisées **sur la cession de titres** sont **soumises à l'impôt sur le revenu** et **aux prélèvements sociaux**. Il vous faut donc les inclure lors de votre **déclaration de revenus**.

Deux options s'offrent à vous, chacune présentant des avantages selon votre situation personnelle.

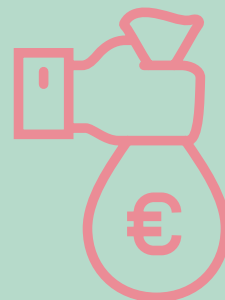
La flat tax ou Prélèvement Forfaitaire Unique (PFU)

ou

Le barème progressif de l'impôt sur le revenu



1^{ère} possibilité



La flat tax ou Prélèvement Forfaitaire Unique (PFU)

Depuis le 1^{er} janvier 2018, les ***plus-values réalisées sur la vente de titres sont soumises*** de plein droit à la ***flat tax*** à hauteur de :

12,8% d'impôt sur le revenu ;

17,2% de prélèvements sociaux.

————→ ***Cette option est avantageuse pour les dirigeants ayant des revenus élevés et ne bénéficiant pas d'abattement.***

2^{ème} possibilité



Le barème progressif de l'impôt sur le revenu

Dans ce cas, **la plus-value est intégrée à vos autres revenus** et **imposée** selon votre tranche marginale d'imposition.

La plus-value est soumise à :

12,8% de prélèvements sociaux.

Cependant, si vous optez pour le barème progressif, la **part de la CSG** (Contribution Sociale Généralisée) est **déductible**.

————→ **Ce régime est avantageux pour ceux dont la tranche d'imposition est basse et/ou qui ont conservé leurs titres sur une longue période.**

Zoom sur le barème progressif et les abattements



Lorsque vous optez pour le barème progressif, vous pouvez bénéficier des **abattements** pour durée de détention ***pour les participations*** ou ***actions de société acquises jusqu'au 31 décembre 2017.***

→ ***Ils permettent de réduire la base imposable de votre plus-value.***

Les différents types d'abattements

L'abattement de droit commun : s'applique à la plus-value réalisée lors de la cession et dépend de la durée pendant laquelle vous avez détenu vos parts sociales ou actions :

50%

lorsque les parts ou actions de société sont détenus depuis **au moins 2 ans et moins de 8 ans** ;

65%

lorsque les parts ou actions de société sont détenus depuis **au moins 8 ans**.

Les différents types d'abattements

L'abattement "renforcé" pour les titres de "PME nouvelle " :

Sous certaines conditions plus strictes, les titres de PME de moins de 10 ans à la date de souscription ou d'acquisition des titres cédés, peuvent bénéficier d'un abattement renforcé dont le taux dépend de la durée de détention des titres :

50%

lorsque les parts ou actions de société sont détenues depuis ***au moins 1 an et moins de 4 ans*** ;

65%

lorsque les parts ou actions de société sont détenues depuis ***au moins 4 ans et moins de 8 ans*** ;

85%

lorsque les parts ou actions de société sont détenues depuis ***au moins 8 ans***.

En cas de départ à la retraite

Lorsque vous cédez vos titres de société dans le cadre de votre départ à la retraite, vous pouvez **bénéficier, sous conditions, d'un abattement forfaitaire de 500 000 €**, quel que soit le régime d'imposition choisi (barème progressif ou PFU).

ATTENTION

il n'est pas cumulable avec les abattements pour durée de détention.

—→ **En cas d'option pour le barème progressif**, la plus-value peut être considérée comme un revenu exceptionnel (sous certaines conditions) et ouvrir droit au régime du quotient, qui permet de répartir ce revenu exceptionnel sur plusieurs années.

Pour en savoir plus...

Vous souhaitez en savoir plus sur **comment choisir le régime fiscal optimal pour votre cession de titres** ?

Découvrez notre article :

implid.com

imp/id